

# FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENVELOPPE

## À REMPLIR PAR L'EXPORTATEUR

Nous vous invitons à vous reporter à l'**Aide** à la saisie et à suivre l'**Exemple** mis à votre disposition en fin de document.  
Un formulaire dûment renseigné permet de réduire le délai d'instruction.

Tous les montants sont à indiquer en million d'euros (M€)

### 1. CONTACTS

#### INTERLOCUTEUR 1

#### INTERLOCUTEUR 2 (optionnel)

M. / Mme :

Fonction :

Téléphone :

E-mail :

### 2. SOCIÉTÉ

Raison sociale :

Forme juridique :

SIRET (14 chiffres) :

Adresse :

Site internet :

### 3. ACTIVITÉ

Descriptif de votre activité :

Estimation de la part française dans vos opérations commerciales : %

Confirmez-vous avoir effectué les vérifications relatives aux Licences d'exportation (Cf. Aide à la saisie) Oui

Votre activité nécessite-t-elle l'obtention de :

- L'accord CIEEMG (armement) ?

Oui

Non

Si oui, les besoins en caution doivent faire l'objet d'une demande d'enveloppe **par opération commerciale**.

- Licence d'exportation de biens à double usage ?

Oui

Non

## 4. DONNÉES ÉCONOMIQUES

<b>Attendu sur exercice en cours :</b>	Chiffre d'affaires	M€	Dont export	<input type="text"/>	M€	Résultat net	M€
<b>Prévisionnel exercice prochain :</b>	Chiffre d'affaires	M€	Dont export	<input type="text"/>	M€	Résultat net	M€
<b>Montant du carnet de commandes fermes :</b>		M€					

**Faits marquants** (évolution de l'actionnariat, achat/cession/fusion de filiales, procédures collectives, etc.)

**Éléments significatifs impactant la situation financière de l'entreprise** (éléments exceptionnels, litiges, impayés, etc.)

## 5. APPARTENANCE À UN GROUPE

**Votre société fait-elle partie d'un groupe établissant des comptes consolidés ?**      Oui      Non

**Nom du groupe :**

## 6. CONTEXTE DE LA DEMANDE

**Autres garanties publiques sollicitées conjointement à la présente demande ou envisagées prochainement ?**

Garantie des préfinancements

Assurance prospection

Assurance change

Assurance crédit

Bpifrance Assurance Export attire votre attention sur le fait que si au titre d'un engagement de caution, de garantie ou de contre-garantie, émis ou à émettre par un établissement émetteur, une demande de garantie en assurance-crédit a été ou doit être formulée par votre société au titre de l'appel abusif de cet engagement, Bpifrance Assurance Export doit en être informé.

## 7. IDENTIFICATION DES BESOINS EN CAUTIONS

A. Cautions à émettre au cours des 12 prochains mois dans le cadre de vos opérations identifiées (appels d'offres, projets en négociation, contrats signés)

OPÉRATIONS COMMERCIALES						CAUTIONS		
N°	Montant de l'opération ( M€ )	Date de signature ou de signature prévisionnelle	Nom complet de l'acheteur	Pays de destination finale	Objet de l'opération commerciale	Type de cautions	Montant des cautions ( M€ )	Durée de validité (mois)
1								
2								
3								
4								
5								

**TOTAL (A)** M€

B. Cautions à émettre au cours des 12 prochains mois dans le cadre de vos opérations non identifiées

1. Pays potentiels de destination finale des opérations commerciales

2. Type de cautions probables

3. Durée de validité

Soumission	mois
Restitution d'acompte	mois
Bonne exécution	mois
Retenue de garantie	mois

**MONTANT (B)** M€

## 8. ENVELOPPE SOLLICITÉE

Commentaire sur le montant sollicité si différent de

**SOMME (A+B)**

**SOMME (A+B)** M€

**MONTANT SOLLICITÉE** M€

## 9. DÉCLARATION DE L'EXPORTATEUR RELATIVE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Suite à l'adoption le 17 décembre 1997 de la Convention OCDE relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, la loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale pour l'application de ces dispositions a été votée le 30 juin 2000 et modifiée par la loi du 13 novembre 2007. Par ailleurs, le Conseil de l'OCDE a adopté le 14 décembre 2006 une recommandation visant à renforcer les mesures de prévention de la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. **En application de ces dispositions législatives, les rubriques ci-dessous doivent impérativement être complétées, datées et signées.**

### LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

1. Votre société figure-t-elle sur une liste d'exclusion accessible au public du Groupe de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Asiatique de Développement, de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, de la Banque Interaméricaine de Développement ?

oui non

2. Votre société ou toute personne travaillant pour son compte dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie objet de la présente demande d'enveloppe caution, font-elles l'objet de poursuites devant un tribunal national pour infraction aux lois relatives à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers ?

oui non

3. Votre société ou toute personne travaillant pour son compte dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie objet de la présente demande d'enveloppe caution, ont-elles au cours des 5 dernières années précédant cette demande, été condamnées par un tribunal national ou fait l'objet de mesures administratives nationales équivalentes pour infraction aux lois relatives à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers ?

oui non

Dans l'affirmative, des justificatifs des mesures préventives et correctrices prises par votre société doivent être fournis à Bpifrance Assurance Export.

## ENGAGEMENTS / AUTORISATIONS

1. Notre société s'engage à tenir Bpifrance Assurance Export informé de toute modification de ces informations.
2. Notre société s'engage, sur demande de Bpifrance Assurance Export, à fournir tout renseignement sur l'identité des personnes agissant pour son compte dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie objets de la présente demande d'enveloppe caution ainsi que sur le montant et l'objet des commissions et/ou rémunérations qui leur auraient été ou devraient leur être versées.
3. Notre société prend acte que Bpifrance Assurance Export, agissant en tant qu'organisme chargé par l'État de gérer et délivrer sous son contrôle, pour son compte et en son nom les garanties publiques pour le commerce extérieur prévues à l'article L. 432-1 du Code des assurances, pourra communiquer aux autorités étatiques et instances multilatérales compétentes toute information ou d'une manière générale tout élément porté à sa connaissance dans le cadre de la présente demande d'enveloppe caution.
4. Notre société déclare avoir pris connaissance des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales opérant dans les pays ou originaires des pays qui ont adhéré à ces Principes directeurs leur recommandant le respect de règles de bonne conduite dans le cadre de leurs activités commerciales internationales.
5. Notre société déclare avoir pris connaissance de la convention OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers, de la recommandation du 14 décembre 2006 sur la corruption et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ainsi que des articles 435-3 et suivants du code pénal relatifs à la lutte contre la corruption.
6. Notre société déclare que dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie en cause, elle ou toute personne agissant pour son compte n'ont pas commis et ne commettront pas d'actes de corruption prohibés par les articles 435-3 et suivants du code pénal français.
7. Notre société reconnaît qu'en cas de non-respect des déclarations et/ou engagements précités, Bpifrance Assurance Export sera en droit de refuser l'examen de toute nouvelle demande de garantie formulée par un établissement émetteur pour des engagements de caution, de garantie ou de contre garantie la concernant et d'annuler le solde non utilisé de la ou des ligne(s) garantie(s).

## PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

1. Les données (y compris les données personnelles) que nous fournirons à Bpifrance Assurance Export dans le cadre de la présente demande d'enveloppe caution et son annexe seront utilisées par l'État et Bpifrance Assurance Export pour le traitement et la gestion de ladite demande et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance Assurance Export ou de toute autre entité du groupe Bpifrance. Ces données pourront également, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux mêmes fins aux autres personnes morales du groupe Bpifrance, ses partenaires ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.
2. En ce qui concerne les données personnelles qui pourraient être transmises à Bpifrance Assurance Export, les personnes physiques concernées bénéficieront, dans les conditions prévues par la loi française, d'un droit d'accès et de rectification des données les concernant en contactant le service en charge de la protection des données personnelles à l'adresse E-mail suivante : [assurance-export-donnees-personnelles@bpifrance.fr](mailto:assurance-export-donnees-personnelles@bpifrance.fr)
3. Bpifrance Assurance Export pourra utiliser les données personnelles fournies par nous à des fins de prospection, par exemple pour nous informer de ses nouveaux produits ou de tout changement des produits existants. Les personnes physiques concernées pourront à tout moment exercer leur droit d'opposition à l'utilisation de ces données à des fins de prospection en contactant le service visé au § 2 ci-dessus ou en cochant la case ci-contre .
4. Nous nous engageons à fournir aux personnes physiques concernées les informations mentionnées aux § 1, 2 et 3 ci-dessus.
5. Nous reconnaissons, consentons et autorisons expressément Bpifrance Assurance Export à transmettre des informations de nature confidentielle, en ce compris les données à caractère personnel relatives à nous et à la présente demande :
  - à l'État, toute autorité administrative, judiciaire ou de contrôle française, aux collectivités territoriales et à toute institution européenne ;
  - à tous bailleurs de fonds intervenant directement ou indirectement dans la présente demande ;
  - aux autres entités du groupe Bpifrance compte tenu de la mission du groupe Bpifrance, ainsi qu'à l'État et que cette transmission n'est pas contraire aux dispositions de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier (étant précisé que ce partage d'informations vise principalement nos données dans le cadre de la connaissance client (KYC) des entités du groupe).Cette transmission d'informations intra-groupe ne dispense en aucun cas les entités du groupe Bpifrance des obligations de confidentialité d'origine légale, réglementaire ou contractuelle (en ce compris les règles définies en accord avec l'État) qui s'appliquent à elles à l'égard des tiers.

## 10. REMARQUES ÉVENTUELLES

## 11. DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE

- 1) Un schéma organisationnel représentant l'ensemble des actionnaires, filiales, et pourcentages de détention.
- 2) La répartition de votre chiffre d'affaires export par pays.
- 3) Les trois dernières liasses fiscales avec annexes et rapport des CAC si les comptes ont été audités.
- 4) Pour les groupes établissant des comptes consolidés, ceux des trois derniers exercices.

Fait à \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

Nom et qualité du signataire :

Je suis représentant légal de la société

Dans le cas contraire, joindre les copies de :

- votre carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité
- vos pouvoirs

Signature & cachet de la société :

Envoyer le formulaire et l'ensemble des documents demandés à : [assurance-export-caution@bpifrance.fr](mailto:assurance-export-caution@bpifrance.fr)

## EXEMPLE

# FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENVELOPPE

Tous les montants sont à indiquer en million d'euros (M€)

### 1. CONTACTS

	INTERLOCUTEUR 1	INTERLOCUTEUR 2 (optionnel)
M. / Mme :	Mme Prénom NOM	M. Prénom NOM
Fonction :	Directeur administratif et financier	Directeur Général
Téléphone :	01 xxxxxxxx / 06 xxxx xx xx	01 xx xx xx xx
E-mail :	prenom.nom@exemplesociete.fr	prenom.nom@exemplesociete.fr

### 2. SOCIÉTÉ

Raison sociale :	EXEMPLE SOCIÉTÉ
Forme juridique :	SAS
SIRET (14 chiffres) :	XXX XXX XXX XXXXX
Adresse :	3 rue des Exportateurs, 79200 PARTHENAY
Site internet :	www.exemplesociete.fr

### 3. ACTIVITÉ

#### Descriptif de votre activité :

Activité principale : Fabrication de machines pour le travail de l'aluminium.  
 Nous réalisons en amont les études/la conception, et en aval la mise en route sur site et la formation. Nous soustraitons le traitement de surface, l'assemblage et le câblage.  
 Notre offre produit se compose de différents types de scies circulaires ou à lame plate, et de fraiseuses.

Activité secondaire : Nous avons depuis 2010 développé une offre de fourniture de pièces détachées, et de revamping.

Estimation de la part française dans vos opérations commerciales : 70 %

Confirmez-vous avoir effectué les vérifications relatives aux Licences d'exportation (Cf. Aide à la saisie)  Oui

Votre activité nécessite-t-elle l'obtention de :

- L'accord CIEEMG (armement) ?  Oui  Non  
 Si oui, les besoins en caution doivent faire l'objet d'une demande d'enveloppe **par opération commerciale.**
- Licence d'exportation de biens à double usage ?  Oui  Non

## 4. DONNÉES ÉCONOMIQUES

<b>Attendu sur exercice en cours :</b>	Chiffre d'affaires	15,546	M€	Dont export	13,951	M€	Résultat net	-0,5	M€
<b>Prévisionnel exercice prochain :</b>	Chiffre d'affaires	18	M€	Dont export	15,5	M€	Résultat net	0,2	M€
<b>Montant du carnet de commandes fermes :</b>		15,1	M€						

**Faits marquants** (évolution de l'actionnariat, achat/cession/fusion de filiales, procédures collectives, etc.)

**Éléments significatifs impactant la situation financière de l'entreprise** (éléments exceptionnels, litiges, impayés, etc.)

Faits marquants : Ouverture d'une filiale commerciale en Chine (SOCIETE EXEMPLE-CHINA) afin d'accroître notre présence en Chine, et plus globalement en Asie.

Éléments impactant la situation financière de la société :

La baisse attendue du chiffre d'affaires pour l'exercice en cours s'explique en partie par un retard pris sur l'exécution d'un contrat de 8 M€ avec Client-1, lié à un litige commercial de 1,75 M€ avec Fournisseur-1 portant sur l'exploitation d'un brevet dont il revendique la propriété. Dans l'attente du jugement prévu le JJ/MM/AAAA, une provision a été passée à hauteur du montant du litige soit 1,75 M€, diminuant d'autant le résultat. Par ailleurs, le résultat exceptionnel a été impacté par les pénalités de retard que nous avons dû payer à Client-1. Ces difficultés ont entraîné des tensions de trésorerie significatives qui ont conduit le Tribunal de Commerce à placer la société en procédure de redressement judiciaire le JJ/MM/AAAA, assortie d'une période d'observation de 6 mois.

## 5. APPARTENANCE À UN GROUPE

**Votre société fait-elle partie d'un groupe établissant des comptes consolidés ?** Oui Non

**Nom du groupe :** Groupe Exemple

## 6. CONTEXTE DE LA DEMANDE

**Autres garanties publiques sollicitées conjointement à la présente demande ou envisagées prochainement ?**

Garantie des préfinancements

Assurance prospection

Assurance change

Assurance crédit

Bpifrance Assurance Export attire votre attention sur le fait que si au titre d'un engagement de caution, de garantie ou de contre-garantie, émis ou à émettre par un établissement émetteur, une demande de garantie en assurance-crédit a été ou doit être formulée par votre société au titre de l'appel abusif de cet engagement, Bpifrance Assurance Export doit en être informé.



## 7. IDENTIFICATION DES BESOINS EN CAUTIONS

A. Caution à émettre au cours des 12 prochains mois dans le cadre de vos opérations identifiées (appels d'offres, projets en négociation, contrats signés)

OPÉRATIONS COMMERCIALES						CAUTIONS		
	Montant de l'opération ( M€ )	Date de signature ou de signature prévisionnelle	Nom complet de l'acheteur	Pays de destination finale	Objet de l'opération commerciale	Type de cautions	Montant des cautions ( M€ )	Durée de validité (mois)
1	5,264	JJ/MM/AAAA	Client-2	Allemagne	Fourniture de 5 scies circulaires C-800	Restitution d'acompte	1,053	6
						Bonne exécution	0,527	8
						Retenue de garantie	0,264	12
2	2,812	JJ/MM/AAAA	Client-4	Bénin	Fourniture de 4 scies à lame plate P-300	Restitution d'acompte	0,423	8
						Retenue de garantie	0,282	18
3	1,2	JJ/MM/AAAA	Client-5	Algérie	Fourniture de 2 fraiseuses F-200	Restitution d'acompte	0,36	8
						Bonne exécution	0,18	12
						Retenue de garantie	0,06	24
4	3	Prévu pour le JJ/MM/AAAA	Client-6	Brésil	Fourniture d'une scie circulaire C-800	Bonne exécution	0,45	12
						Retenue de garantie	0,15	18
5	2	Prévu pour le JJ/MM/AAAA	Client-7	Chine	Appel d'offres pour la fourniture de 2 scies circulaires C-800	Soumission	0,1	6
						Restitution d'acompte	0,3	8
						Retenue de garantie	0,1	18
6	2,5	Prévu en JJ/MM/AAAA	Client-8	Pays-Bas	Appel d'offres pour la fourniture de 2 fraiseuses F200	Soumission	0,125	6
						Restitution d'acompte	0,5	6
						Retenue de garantie	0,125	12
<b>TOTAL (A)</b>							<b>4.999</b>	M€

B. Caution à émettre au cours des 12 prochains mois dans le cadre de vos opérations non identifiées

1. Pays potentiels de destination finale des opérations commerciales

Allemagne, Belgique, Portugal, Chine, États-Unis

2. Type de cautions probables

Soumission  
Restitution d'acompte  
Bonne exécution  
Retenue de garantie

3. Durée de validité

6 mois  
8 mois  
12 mois  
  mois

**MONTANT (B)** 1 M€

## 8. ENVELOPPE SOLLICITÉE

Commentaire sur le montant sollicité si différent de

**SOMME (A+B)**

Nous ne pensons remporter qu'un des deux appels d'offres 5 ou 6.  
Une enveloppe totale de 5 M€ serait suffisante pour couvrir nos besoins annuels en caution.

**SOMME (A+B)** 5,999 M€

**MONTANT SOLLICITÉ** 5 M€

## 9. DÉCLARATION DE L'EXPORTATEUR RELATIVE À LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION ET À LA PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Suite à l'adoption le 17 décembre 1997 de la Convention OCDE relative à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales, la loi modifiant le Code pénal et le Code de procédure pénale pour l'application de ces dispositions a été votée le 30 juin 2000 et modifiée par la loi du 13 novembre 2007. Par ailleurs, le Conseil de l'OCDE a adopté le 14 décembre 2006 une recommandation visant à renforcer les mesures de prévention de la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales. **En application de ces dispositions législatives, les rubriques ci-dessous doivent impérativement être complétées, datées et signées.**

### LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

1. Votre société figure-t-elle sur une liste d'exclusion accessible au public du Groupe de la Banque Mondiale, de la Banque Africaine de Développement, de la Banque Asiatique de Développement, de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, de la Banque Interaméricaine de Développement ?

oui non

2. Votre société ou toute personne travaillant pour son compte dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie objet de la présente demande d'enveloppe caution, font-elles l'objet de poursuites devant un tribunal national pour infraction aux lois relatives à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers ?

oui non

3. Votre société ou toute personne travaillant pour son compte dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie objet de la présente demande d'enveloppe caution, ont-elles au cours des 5 dernières années précédant cette demande, été condamnées par un tribunal national ou fait l'objet de mesures administratives nationales équivalentes pour infraction aux lois relatives à la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers ?

oui non

Dans l'affirmative, des justificatifs des mesures préventives et correctrices prises par votre société doivent être fournis à Bpifrance Assurance Export.

## ENGAGEMENTS / AUTORISATIONS

1. Notre société s'engage à tenir Bpifrance Assurance Export informé de toute modification de ces informations.
2. Notre société s'engage, sur demande de Bpifrance Assurance Export, à fournir tout renseignement sur l'identité des personnes agissant pour son compte dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie objets de la présente demande d'enveloppe caution ainsi que sur le montant et l'objet des commissions et/ou rémunérations qui leur auraient été ou devraient leur être versées.
3. Notre société prend acte que Bpifrance Assurance Export, agissant en tant qu'organisme chargé par l'État de gérer et délivrer sous son contrôle, pour son compte et en son nom les garanties publiques pour le commerce extérieur prévues à l'article L. 432-1 du Code des assurances, pourra communiquer aux autorités étatiques et instances multilatérales compétentes toute information ou d'une manière générale tout élément porté à sa connaissance dans le cadre de la présente demande d'enveloppe caution.
4. Notre société déclare avoir pris connaissance des Principes directeurs de l'OCDE à l'intention des entreprises multinationales opérant dans les pays ou originaires des pays qui ont adhéré à ces Principes directeurs leur recommandant le respect de règles de bonne conduite dans le cadre de leurs activités commerciales internationales.
5. Notre société déclare avoir pris connaissance de la convention OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers, de la recommandation du 14 décembre 2006 sur la corruption et les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public ainsi que des articles 435-3 et suivants du code pénal relatifs à la lutte contre la corruption.
6. Notre société déclare que dans le cadre des opérations d'exportation concernées par les engagements de caution, de garantie ou de contre garantie en cause, elle ou toute personne agissant pour son compte n'ont pas commis et ne commettront pas d'actes de corruption prohibés par les articles 435-3 et suivants du code pénal français.
7. Notre société reconnaît qu'en cas de non-respect des déclarations et/ou engagements précités, Bpifrance Assurance Export sera en droit de refuser l'examen de toute nouvelle demande de garantie formulée par un établissement émetteur pour des engagements de caution, de garantie ou de contre garantie la concernant et d'annuler le solde non utilisé de la ou des ligne(s) garantie(s).

## PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

1. Les données (y compris les données personnelles) que nous fournirons à Bpifrance Assurance Export dans le cadre de la présente demande d'enveloppe caution et son annexe seront utilisées par l'État et Bpifrance Assurance Export pour le traitement et la gestion de ladite demande et en particulier pour son traitement informatique effectué sous la responsabilité de Bpifrance Assurance Export ou de toute autre entité du groupe Bpifrance. Ces données pourront également, de convention expresse, être utilisées ou communiquées aux mêmes fins aux autres personnes morales du groupe Bpifrance, ses partenaires ou tiers intervenant pour l'exécution des prestations concernées.
2. En ce qui concerne les données personnelles qui pourraient être transmises à Bpifrance Assurance Export, les personnes physiques concernées bénéficieront, dans les conditions prévues par la loi française, d'un droit d'accès et de rectification des données les concernant en contactant le service en charge de la protection des données personnelles à l'adresse E-mail suivante : [assurance-export-donnees-personnelles@bpifrance.fr](mailto:assurance-export-donnees-personnelles@bpifrance.fr)
3. Bpifrance Assurance Export pourra utiliser les données personnelles fournies par nous à des fins de prospection, par exemple pour nous informer de ses nouveaux produits ou de tout changement des produits existants. Les personnes physiques concernées pourront à tout moment exercer leur droit d'opposition à l'utilisation de ces données à des fins de prospection en contactant le service visé au § 2 ci-dessus ou en cochant la case ci-contre .
4. Nous nous engageons à fournir aux personnes physiques concernées les informations mentionnées aux § 1, 2 et 3 ci-dessus.
5. Nous reconnaissons, consentons et autorisons expressément Bpifrance Assurance Export à transmettre des informations de nature confidentielle, en ce compris les données à caractère personnel relatives à nous et à la présente demande :
  - à l'État, toute autorité administrative, judiciaire ou de contrôle française, aux collectivités territoriales et à toute institution européenne ;
  - à tous bailleurs de fonds intervenant directement ou indirectement dans la présente demande ;
  - aux autres entités du groupe Bpifrance compte tenu de la mission du groupe Bpifrance, ainsi qu'à l'État et que cette transmission n'est pas contraire aux dispositions de l'article L. 511-33 du Code monétaire et financier (étant précisé que ce partage d'informations vise principalement nos données dans le cadre de la connaissance client (KYC) des entités du groupe). Cette transmission d'informations intra-groupe ne dispense en aucun cas les entités du groupe Bpifrance des obligations de confidentialité d'origine légale, réglementaire ou contractuelle (en ce compris les règles définies en accord avec l'État) qui s'appliquent à elles à l'égard des tiers.

## 10. REMARQUES ÉVENTUELLES

## 11. DOCUMENTS À JOINDRE À LA DEMANDE

- 1) Un schéma organisationnel représentant l'ensemble des actionnaires, filiales, et pourcentages de détention.
- 2) La répartition de votre chiffre d'affaires export par pays.
- 3) Les trois dernières liasses fiscales avec annexes et rapport des CAC si les comptes ont été audités.
- 4) Pour les groupes établissant des comptes consolidés, ceux des trois derniers exercices.

Fait à  , le

### Nom et qualité du signataire :

M. Prénom NOM (Directeur Général)

Je suis représentant légal de la société

Dans le cas contraire, joindre les copies de :

- votre carte nationale d'identité ou du passeport en cours de validité
- vos pouvoirs

### Signature & cachet de la société :

Envoyer le formulaire et l'ensemble des documents demandés à : [assurance-export-caution@bpifrance.fr](mailto:assurance-export-caution@bpifrance.fr)

## AIDE À LA SAISIE

# FORMULAIRE DE DEMANDE D'ENVELOPPE

### ACTIVITÉ :

#### ESTIMATION DE LA PART FRANÇAISE DANS VOS OPÉRATIONS COMMERCIALES :

La part française correspond à la part de la valeur ajoutée produite sur le territoire national, contenue dans vos produits et/ou services.

Indiquez la part en % représentée globalement par les **achats** produits par des sites de production en France, les **prestations sous-traitées** à des entreprises établies en France, votre **production** réalisée par une main d'œuvre détenant un contrat de travail de droit français (marge comprise).

À titre d'exemple (liste non exhaustive), peuvent être inclus dans la part française les éléments suivants :

- Les études et les services (ingénierie, R&D, formation) réalisés par des entreprises françaises en France ou par des filiales de sociétés étrangères implantées sur le territoire français ;
- les composants ou fournitures dont la fabrication est assurée par des sites industriels basés en France ;
- les montages effectués par une main d'œuvre détenant un contrat de travail de droit français ;
- les transports gérés par des entreprises disposant d'un Kbis français ;
- les primes d'assurance payées à des entreprises françaises agréées ;
- etc.

#### LICENCES D'EXPORTATION :

La loi prévoit que les vérifications relatives à l'obtention ou non d'une Licence d'exportation et à la régularité des exportations réalisées relèvent de la responsabilité de l'exportateur.

#### Accord CIEEMG :

Consulter le Portail de l'armement : <https://www.ixarm.com/-Les-exportations-d-armement->

#### Licence d'exportation de biens à double usage :

Consulter le site de la Direction générale des Entreprises : <http://www.entreprises.gouv.fr/biens-double-usage/accueil>

## IDENTIFICATION DES BESOINS EN CAUTIONS

### A. MONTANT SOLLICITÉ AU TITRE DES OPÉRATIONS IDENTIFIÉES :

Le tableau sert à décrire l'ensemble de vos opérations commerciales identifiées pour lesquelles des cautions seront à émettre au cours des 12 prochains mois. Si le tableau ne comporte pas assez de lignes, utilisez un tableur en respectant scrupuleusement la structure du tableau.

- Indiquez la date de signature pour les contrats signés, et la date de signature prévisionnelle pour les appels d'offres et pour les projets en négociation ;
- indiquez le nom de l'acheteur sous sa forme développée ;
- mentionnez la somme des cautions en bas du tableau dans la case TOTAL (A).

### B. MONTANT SOLLICITÉ AU TITRE D'OPÉRATIONS NON IDENTIFIÉES :

À indiquer dans la case MONTANT (B). Il s'agit d'un montant complémentaire, qui peut être sollicité au titre d'opérations commerciales qui ne sont pas encore connues. Le montant que vous sollicitez est à estimer en fonction de ce que vous demandent généralement vos clients et doit être cohérent avec le chiffre d'affaires export que vous pensez réaliser au cours des 12 prochains mois. Par définition, ce montant complémentaire ne doit pas reprendre les opérations décrites dans la partie A, destinée aux opérations identifiées, afin d'éviter les doublons.

## ENVELOPPE CAUTION

**SOMME (A+B) :** Indiquez la somme du TOTAL (A) et du MONTANT (B).

**MONTANT SOLLICITÉ :** Le montant sollicité est nécessairement inférieur ou égal à la SOMME (A+B).

**COMMENTAIRE ÉVENTUEL SUR LE MONTANT SOLLICITÉ :** Utilisez ce cadre pour tout commentaire sur votre besoin en caution.